

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX: (1)43.31.19.83  
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1519 - 13 septembre 1990 - 5,5 F

### D 1519 EL SALVADOR: L'ÉTOUFFEMENT PAR L'ARMÉE DU MASSACRE DES JÉSUITES

La Commission spéciale du président de la Chambre des représentants des Etats-Unis a effectué en août 1990 une deuxième mission sur le massacre des jésuites de l'Université centro-américaine du 16 novembre 1989 (cf. DIAL D 1444, 1445, 1450, 1462, 1486, 1495 et 1507). Le rapporteur de cette commission spéciale sur El Salvador est le député Moakley. Un premier "rapport Moakley" avait été publié le 30 avril 1990, concluant à l'implication directe de l'armée dans le massacre et évoquant déjà "la possibilité d'un étouffement" de l'affaire par le haut commandement. Dès le 15 août, le député Moakley confirmait oralement les présomptions initiales.

Ci-dessous nouvelles pièces d'un dossier prenant de plus en plus la coloration d'une affaire d'Etat, à l'heure de difficiles négociations entre le gouvernement et la guérilla (cf. DIAL D 1510).

Note DIAL

#### 1. Déclarations du député Moakley sur les premières conclusions d'une nouvelle mission en El Salvador de la "commission spéciale sur El Salvador" de la Chambre des représentants des Etats-Unis au sujet du massacre des jésuites de l'Université centro-américaine de San Salvador (15 août 1990)

Je crois que le haut commandement de la Force armée salvadorienne est impliqué dans une conspiration destinée à faire obstacle à la justice dans l'affaire des jésuites. Des officiers salvadoriens ont caché des preuves, détruit des preuves et falsifié des preuves; ils ont à plusieurs reprises commis des parjures dans leurs déclarations au juge. Je ne pense pas que cela puisse se produire sans le consentement au moins tacite du haut commandement.

Plus important encore, je crois que le haut commandement a eu pour objectif, dès le début, de contrôler l'enquête et de limiter le nombre et le grade des officiers qui ont pris la responsabilité de ce crime collectif. Il en est résulté que quelques individus ayant pu avoir une connaissance directe de l'assassinat ont été protégés d'une enquête approfondie.

La progression de l'enquête a donc été lente, en dépit du courage et des initiatives de la personne qui en est chargée, le juge Ricardo Zamora, et en dépit des pressions exercées par le président Alfredo Cristiani et l'ambassadeur des Etats-Unis en El Salvador, William Walker.

Je suis heureux par ailleurs de savoir que de nombreux membres de l'armée n'ayant pas participé au crime sont inquiets devant la possibilité d'une réduction de l'aide militaire fournie par les Etats-Unis par suite du comportement du haut commandement. Il s'ensuit que les divisions augmentent au sein de l'armée et que des pressions de plus en plus fortes sont exercées pour mettre fin à la conspiration du silence et aux mensonges qui ont dès le premier jour caractérisé les comportements militaires dans cette affaire.

D 1519-1/5

Les questions posées dans l'affaire des jésuites sont très importantes, mais elles ne doivent pas nous faire oublier la nécessité d'une avancée dans les négociations sur la paix, lesquelles doivent reprendre la semaine prochaine à San José, au Costa Rica. Le mois dernier le gouvernement a présenté sa proposition sur le point clé des négociations, à savoir les réformes de l'appareil militaire. A San José il appartiendra au FMLN de répondre positivement à cette proposition et de travailler avec le médiateur de l'ONU, Alvaro de Soto, à réduire les divergences entre les positions respectives. Tant le gouvernement que le FMLN sont dans l'obligation de négocier sérieusement et, selon moi, de cesser toute action ou menace de violence pendant la durée des négociations.

## 2. Le point sur l'enquête concernant le massacre des jésuites (Carta a las Iglesias du 1-15 août 1990)

### NOUVELLES DONNÉES SUR L'IMPLICATION DU HAUT COMMANDEMENT DANS LE MASSACRE DE L'UNIVERSITÉ CENTRO-AMÉRICAINNE (UCA)

Le 15 août dernier on a eu connaissance des déclarations préliminaires du député Joe Moakley sur les conclusions de la visite qu'a récemment effectuée en El Salvador une délégation de la commission spéciale désignée par la Chambre des représentants pour suivre le déroulement du procès judiciaire concernant le massacre de l'UCA. Le député Moakley n'aurait pas pu exprimer plus clairement sa conviction selon laquelle les recherches pour découvrir les instigateurs du massacre font l'objet d'un boycottage systématique de la part de l'armée à son niveau institutionnel, quand il a déclaré: *"Je crois que le haut commandement de la Force armée salvadorienne est impliqué dans une conspiration destinée à faire obstacle à la justice dans l'affaire des jésuites. Des officiers salvadoriens ont caché des preuves, détruit des preuves et falsifié des preuves; ils ont à plusieurs reprises commis des parjures dans leurs déclarations au juge. Je ne pense pas que cela puisse se produire sans le consentement au moins tacite du haut commandement."*

Après ce constat de la situation, une question se pose inévitablement et c'est celle que les autorités de la Compagnie de Jésus et de l'UCA se sont de nombreuses fois posée: pourquoi cette attitude systématique et institutionnelle d'étouffement de la part de l'armée si le seul impliqué est un colonel? Peut-on croire que la solidarité "fraternelle" du lobby militaire envers un de ses compagnons d'armes va jusqu'à mettre en risque la poursuite de l'aide militaire nord-américaine? Ne doit-on pas plutôt suspecter le haut commandement d'être impliqué dans la planification même du massacre, et que le lobby militaire ne peut donc pas accepter que l'enquête aille au-delà des soldats et des gradés qui ont matériellement participé au massacre? De fait, l'information recueillie par la commission Moakley en vue de son deuxième rapport sur l'affaire va dans cette dernière direction. Dans l'annexe aux déclarations de Moakley publiée par la Chambre des représentants, de nouvelles contradictions sont recueillies qui vont dans le sens de ce que le premier rapport Moakley présentait comme une très forte suspicion.

Par exemple l'annexe souligne qu'au début le lieutenant Ulises Cuenca Ocampo, membre de la Direction nationale du renseignement (DNI) qui avait participé à la perquisition du 13 novembre à la résidence des jésuites, avait affirmé qu'il s'était trouvé là "par hasard" avec les militaires du Bataillon Atlacatl et s'était décidé "spontanément" à les accompagner dans leur perquisition. Plus tard, Cuenca Ocampo a reconnu qu'en réalité il avait reçu cet ordre du capitaine Herrera Carranza. Ce dernier est le militaire qui avait fait irruption, le matin du jeudi 16 novembre, dans la réunion de la DNI pour annoncer que le P. Ellacuría avait été supprimé, nouvelle qui avait provoqué les applaudissements des présents. Aujourd'hui il a été vérifié qu'à son tour Herrera Carranza avait reçu cet ordre du directeur de la DNI en personne, le colonel Mauricio Guzmán Aguilar; celui-ci a été envoyé comme attaché militaire au Costa Rica en début janvier. (Curieusement, dans la même vague générale d'affectations de jan-

vier, le colonel Joaquín Arnaldo Cerna Flores a été muté à un autre poste; c'est lui qui, au cours de l'offensive de la guérilla de novembre dernier, avait la charge de chef des opérations de l'Etat-major et était donc, de ce fait, le supérieur immédiat du colonel Benavides.) Par ailleurs, à l'occasion de son interrogatoire par la commission d'enquête d'actes délictueux, le capitaine Herrera Carranza a assuré qu'il avait appris le massacre par la radio, alors qu'en réalité la nouvelle n'avait pas encore été diffusée par les stations radio. De ces différentes contradictions des militaires la commission Moakley conclut que la majorité des militaires qui ont comparu devant la justice "ont adopté une attitude du style "Watergate" dans leurs déclarations au juge d'instruction, en affirmant pour l'essentiel qu'ils ne se rappellent pas avoir vu, entendu ou su quoi que ce soit de ce qui est arrivé dans la nuit du crime". Il est hautement significatif que la commission Moakley parle désormais d'un "style Watergate" pour qualifier le comportement de l'armée face à l'affaire de l'UCA.

Les derniers soupçons en date de l'ambassade nord-américaine et du Département d'Etat vont dans le même sens. D'après un article de Frank Smyth publié dans *Village Voice* (New York) le 31 juillet dernier, dont la traduction a été publiée par *Diário Latino* (10, 11 et 13 août), la raison principale de la visite faite en El Salvador le 11 août par le sous-secrétaire d'Etat aux affaires interaméricaines, Bernard Aronson, a été "la présentation d'un message cassant" au haut commandement pour qu'il livre les noms des instigateurs du massacre. D'après l'article, Aronson "a adressé au haut commandement une réprimande qui était très différente des commentaires modérés qu'il avait faits publiquement quelques heures après dans le jardin de l'ambassade". A ce qu'il semble, les fonctionnaires nord-américains qui suivent de près l'enquête sur l'affaire commencent à être convaincus qu'effectivement la décision du massacre a été prise au niveau du haut commandement et, d'après l'article de *Village Voice* le chef d'état-major lui-même, le colonel René Emilio Ponce, pourrait être impliqué.

Si les soupçons devaient se confirmer, l'ambassade nord-américaine se trouverait alors devant le grave problème de n'avoir pas de candidature de remplacement à celle du militaire de prédilection (Ponce) pour lequel l'ambassade pensait dans un proche avenir au poste de ministre de la défense, et sur lequel elle comptait pour une épuration en douceur du lobby militaire. Mais une question encore plus grave se pose: que fera le gouvernement Bush s'il se confirme que l'ordre de massacrer les jésuites résulte de l'ensemble du lobby militaire, du moins du "groupe des compères" où se retrouvent Ponce lui-même et le colonel Orlando Zepeda, vice-ministre de la défense, ennemi public acharné de l'Université centro-américaine?

Placé devant le dilemme consistant à continuer de patronner de hautes personnalités militaires manifestement corrompues et brutales - ainsi que l'a montré le rapport récent du comité de contrôle des armes et de la politique extérieure du Congrès (intitulé "obstacles à la réforme: profils des dirigeants militaires salvadoriens") -, ou d'accepter la proposition d'épuration avancée par le FMLN - ce qui briserait la colonne vertébrale de la corruption de l'armée et de la répression -, quelle alternative le gouvernement nord-américain choisira-t-il finalement?

Le désenchantement des Etats-Unis devant le genre d'armée qu'ils ont patronnée, financée, conseillée, entretenue et équipée en El Salvador, est un désenchantement magistral; mais ils ont aussi une peur magistrale qu'après l'affaiblissement du "mur de retenue" qu'a été l'armée, le FMLN impose au pays un régime "totalitaire". Il n'y aurait rien d'étonnant que, devant cette seconde alternative, le gouvernement Bush choisisse finalement d'avaloir ses promesses de démocratisation et de faire des concessions à cette armée répressive plutôt que de prendre le risque que le "marxisme-léninisme" s'empare d'El Salvador. Ce ne serait pas la première fois que les visions idéologiques de la politique extérieure des Etats-Unis conduiraient à ce genre de conséquences dramatiques pour la vie d'autres peuples.

Pour ce qui est de l'affaire de l'UCA, il n'apparaît pas très clairement que le gouvernement Bush soit disposé à soutenir à fond l'enquête sur le massacre, à en ju-

ger par le traitement vexatoire infligé par le FBI à Lucía Barrera de Cerna, témoin du massacre (procès. 413) (1); ainsi que par le comportement ambigu de l'ambassade de San Salvador, du Département d'Etat, et, surtout, du Département de la défense qui se sont jusqu'à présent refusé à exiger la comparution du major Erick Buckland (2) - dont le témoignage est crucial - devant le juge d'instruction et à faire connaître l'information qu'ils disent avoir en leur possession sur l'affaire.

### 3. Le point de vue des principaux organismes d'Etat nord-américains sur le massacre de l'université (Carta a las Iglesias, 1-15 juillet 1990)

#### LES OBSTACLES AUX ÉTATS-UNIS

Il est évident que les assassinats de l'Université centro-américaine ont secoué la conscience de l'opinion publique des Etats-Unis et que, cette fois, le cri a été entendu au Congrès - si complaisant envers la situation en El Salvador ces dix dernières années - et est même parvenu jusqu'à la Maison-Blanche. On y dit officiellement qu'on veut une "enquête exhaustive". Peut-être Aronson (3) l'a-t-il rappelé au président Cristiani durant les brèves heures de sa présence dans notre pays ces jours-ci. Mais les faits démontrent que la réalité est bien différente, tant au niveau de l'ambassade ici que dans le comportement aux Etats-Unis d'importants organismes d'Etat. Voyons cela.

#### L'ambassade des Etats-Unis en El Salvador

Il est indubitable que de nombreux fonctionnaires nord-américains disposent d'informations sur l'affaire mais aucun d'eux ne les fait connaître. Le major Buckland, seul, a donné - et mis par écrit - les quelques informations dont il disposait. Peu de temps après il a été démis du poste qu'il occupait en El Salvador et conduit aux Etats-Unis où il semble qu'il a été mis en état d'arrestation. Aucun membre des services de renseignement ou de l'armée nord-américaine en El Salvador n'a recommencé à donner la moindre information.

#### Le Département de la défense

Le Département de la défense des Etats-Unis s'est refusé à répondre aux questions du "Lawyers Committee" sur les conseillers américains qui ont entraîné les commandos du Bataillon Atlacatl dans les jours précédant les assassinats. Evidemment il n'y a "aucun intérêt" à traiter ces questions qui permettraient de dévoiler tant de choses sur l'idéologie de l'armée nord-américaine et sur celle qui imprègne les Latino-américains s'entraînant avec elle. Mais le refus de répondre n'aide également en rien à régler l'affaire de la UCA.

#### L'Agence militaire de renseignement

Un cabinet d'avocats nord-américains a demandé à toutes les agences et départements d'Etat des Etats-Unis tout document sur l'affaire qui serait en leur possession. Jusqu'à présent un seul organisme a répondu: l'Agence militaire de renseignement. Elle a fait savoir qu'elle avait en sa possession pas moins de 21 documents importants sur l'affaire, mais qu'elle n'était pas disposée à les faire connaître "pour motif de sécurité nationale". En quoi les assassinats de l'UCA affectent la sécurité nationale des Etats-Unis, voilà qui donne également à penser. Mais le refus, une fois encore, manifeste le peu de disposition à éclaircir l'affaire.

#### Le FBI

Le comportement du FBI et d'autres fonctionnaires nord-américains dans le cas du témoin Lucía Barrera (cf. note 1) et d'autres cas semblables est bien connu. Il

[1] Cf. DIAL D 1450 [NdT]. [2] Nord-américain attaché à l'ambassade des Etats-Unis à San Salvador. Cf. document n°3 suivant [NdT]. [3] Sous-secrétaire d'Etat aux affaires interaméricaines. Cf. document précédent n°2 [NdT].

suffit de rappeler que le FBI n'a pas respecté sa parole sur le traitement à accorder au témoin; il a introduit devant elle, sous camouflage, un officier de l'armée salvadorienne; et il l'a menacée ou a permis qu'elle soit menacée. C'est la démonstration d'un comportement sans grand professionnalisme. Le pire c'est qu'il a traité la personne témoin davantage comme un criminel que comme une personne dont le seul crime a été d'assister à un crime horrible. Il semblerait que le présumé de ses agissements ait plus été de défendre par principe des militaires, en l'occurrence présumément coupables, que d'aider à tirer au clair des assassinats. (Et le FBI a fait tout ce qu'il pouvait pour ruiner la vie du témoin et de toute sa famille.)

Pour toutes ces raisons et d'autres encore, il semble évident qu'il s'agit d'une enquête qui incommoder non seulement en El Salvador mais également aux Etats-Unis. Que cela se produise aux Etats-Unis n'a au fond rien d'étrange - en dépit de tant de bavardages démocratiques - car, jusqu'à présent, il n'y a pas eu beaucoup de preuves d'un intérêt sincère en faveur d'une administration de la justice en El Salvador. Que cela se produise en El Salvador n'a non plus rien d'étonnant. Mgr Rivera vient de rappeler l'ingérence autoritaire de l'armée dans l'administration de la justice *"bafouée une nouvelle fois ces jours derniers avec la prétendue disparition de preuves dans le crime commis contre les six prêtres jésuites"*. Si la démocratie se doit d'arriver dans le pays, il devient urgent d'en finir avec cette tragi-comédie qui est une offense envers le peuple salvadorien et de se mettre à marcher sur les chemins d'une vraie justice.

#### **4. L'étouffement de l'assassinat des jésuites par le haut commandement de l'armée salvadorienne (Carta a las Iglesias, 1-15 août 1990)**

L'affaire des jésuites continue de faire la une de l'information en raison de sa particulière importance pour le présent et l'avenir du pays. Dans l'opinion publique internationale, l'affaire reste la pierre de touche de la volonté de démocratisation et, plus profondément, d'une recherche de solution pour le pays. C'est le sens des paroles lucides d'un évêque catholique européen lors de sa récente visite en El Salvador: *"Les militaires s'en sont sorti après l'assassinat de Mgr Romero. Ils s'en sont sorti après l'assassinat de quatre missionnaires nord-américaines. Ils s'en sont sorti après avoir assassiné des milliers et des milliers de gens simples. Si aujourd'hui ils s'en sortent encore après l'assassinat des jésuites, c'est qu'il n'y a plus aucun espoir de justice ni de changement sérieux chez les militaires."*

Vu la manière dont se comporte les hauts échelons militaires, c'est précisément ce qu'ils recherchent: s'en sortir une fois de plus, de sorte que l'armée reste intouchable, qu'elle échappe à toute justice et que personne sur la face de la terre ne puisse lui demander des comptes. Le père provincial des jésuites, José María Tojeira, a déclaré à la télévision que le plus grave et le plus préoccupant dans le déroulement du procès c'est qu'on constate maintenant un étouffement "institutionnel" du crime. Il ne s'agit donc pas de mensonge de tel ou tel militaire mais d'une volonté institutionnelle que la vérité ne soit pas faite.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)